

AR PREFECTURE

030-213000284-20171216-123_2017-DE
Regu le 29/12/2017

Annexe délibération n° 123/2017

DEPARTEMENT DU GARD

COMMUNE DE Vénéjan

COMMUNE DE Saint Nazaire

COMMUNE DE Bagnols-sur-Cèze

Convention de déversement/transport des eaux usées
des communes de Vénéjan et de Saint Nazaire
vers les réseaux publics d'assainissement
des communes de Saint Nazaire et Bagnols-sur-Cèze.

Table des matières

Article 1.- Objet	4
Article 2.- Caractéristiques des eaux déversées.....	5
Article 3.- Durée de la convention.....	6
Article 4.- Engagements réciproques des parties	6
Article 5.- Conditions financières	7
Article 5.1.- Modalités de calcul de la redevance annuelle de déversement.....	7
Article 5.2.- Révision.....	9
Article 5.3.- Modalités de paiement.....	10
Article 6.- Avenant	10
Article 7.- Responsabilité – Assurance et continuité du service public.....	11
Article 8.- Résiliation de la convention.....	12
Article 9.- contentieux	12
Article 10.- Dispositions diverses	12
1. Annexe 1 : Plan de localisation des points d'interface V / SN / BC et Sabre	13
2. Annexe 2 : Caractéristiques et charges des rejets	13
3. Annexe 3 : Annexe financière.....	13

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Commune de Vénéjan

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Bruno TUFFERY**,
Dûment habilité aux présentes par délibération du conseil municipal
en date du _____

Dénommée ci-après « **la commune de V** », collectivité déversante,
De première part,

Commune de St Nazaire

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Gerald MISSOUR**,
Dûment habilité aux présentes par délibération du conseil municipal
en date du _____

Dénommée ci-après « **la commune de SN** », collectivité recevante et déversante,
De deuxième part et

Commune de Bagnols-sur-Cèze

Représentée par son Maire en exercice, Monsieur **Jean-Yves Chapelet**,
Dûment habilité aux présentes par délibération du conseil municipal
en date du _____

Dénommée ci-après « **La commune de BC** », collectivité recevante
De troisième part ;

IL A PREALABLEMENT ETE EXPOSE QUE :

La commune de BC. se trouvant historiquement dans une configuration géographique centrale, conduisant au déversement d'effluents d'eaux usées de plusieurs communes voisines, dont la commune de SN et par les propres réseaux de cette dernière, par le nord, la commune de V., dans son propre réseau d'eaux usées en vue de leur acheminement vers les ouvrages d'épurations intercommunaux entrant dans la compétence du S.A.B.R.E, les modalités techniques et financières de déversement de ces effluents et de leur transport de commune à commune vers les ouvrages d'épuration intercommunaux, doivent nécessairement être déterminées dans l'intérêt des communes dites recevantes.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :**Article 1.- Objet**

L'objet d'une convention de déversement est de déterminer les conditions notamment financières du déversement des effluents d'un réseau vers l'autre dans le but d'assurer à la collectivité réceptrice les moyens financiers du contrôle de ces effluents, de la maintenance des équipements concernés et des investissements à réaliser par le versement d'une redevance.

Au cas présent, la présente convention définit :

D'une part, les modalités à caractère administratif, technique, financier et juridiques entre la commune de V et la commune de SN au titre du déversement des effluents du réseau de la première, vers le service de la seconde,

D'autre part, les modalités à caractère administratif, technique, financier et juridiques entre les communes de V. et SN et la commune de BC, au titre du déversement des effluents du réseau de SN, vers le service de BC.

La présente convention prévoit donc les conditions que les parties s'engagent à respecter pour l'admission des effluents provenant respectivement des communes de V et SN, dans le système d'assainissement des communes de SN et BC, en vue de **leur transport** et **traitement** à la station d'épuration du SABRE.

La présente convention concerne le transport tant des eaux usées domestiques qu'industrielles, dans les conditions impératives qu'elle prévoit.

Les collectivités déversantes sont par ailleurs soumises aux clauses générales des règlements de service correspondants au périmètre concerné, qui s'appliqueront pour tout ce qui n'est pas réglé de manière spécifique par la présente Convention.

A noter que la présente convention ne stipule que pour l'avenir et n'a pas pour objet de régulariser la situation passée notamment au regard de dommages susceptibles d'avoir été causés aux équipements et réseaux attachés au service de l'assainissement collectif des communes de SN et BC du fait de déversement passés non régulièrement autorisés.

Article 2.- Caractéristiques des eaux déversées

Les effluents que les communes déversantes sont autorisées à déverser dans les réseaux de transports sont principalement des effluents dits domestiques, ils devront être conformes à la réglementation et aux normes en vigueur et notamment aux caractéristiques et charges telles que définies en annexe 2.

Les collectivités déversantes sont responsables de l'entretien de leur réseaux, elles devront s'assurer que leurs installations d'assainissement sont utilisées dans des conditions normales.

Les eaux pluviales devront être collectées, canalisées et éventuellement traitées par des réseaux indépendants vers le milieu naturel.

Le réseau d'assainissement peut recevoir des eaux d'origine non domestiques, dites « eaux industrielles » à la condition où ses effluents sont compatibles avec la chaîne de traitement de la station d'épuration : les communes déversantes, dans ce cas, ne pourront donner leur accord sur le raccordement à leur réseau desdites eaux que dans la mesure où une convention spéciale de rejet d'eaux industrielles soit validée par les différents intervenants de la filière de transport et traitement des eaux usées (commune receptrice et SABRE).

Cette procédure pourra être appliquée à tout établissement ayant tout ou partie de son rejet d'eaux usées caractérisé comme non domestique par la réglementation en vigueur.

Article 3.- Durée de la convention

La présente convention est conclue, à compter de sa signature, pour une durée maximale de 10 ans. Elle sera rendue caduque au jour du transfert effectif de la compétence assainissement collectif de l'ensemble des collectivités parties à la présente convention, à la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien, par l'effet des dispositions législatives et réglementaires et notamment des dispositions de la loi NOTRE.

Cette durée pourra être modifiée par avenant à la présente convention, en fonction des décisions prises en accord entre les parties.

Article 4.- Engagements réciproques des parties

Les communes de SN et BC. s'engagent à recevoir tous les effluents que les communes déversantes souhaitent voir transiter par leur réseaux de collecte pour être traités à la station d'épuration de l'Euze, propriété du SABRE, sous réserve de leur conformité telle que précisée à l'article 2 et dans la limite de la capacité hydraulique du réseau d'assainissement des communes de SN et BC.

Les communes déversantes sont responsables de la surveillance, du fonctionnement, de l'entretien et du renouvellement de leur réseaux d'assainissement.

Les communes déversantes sont responsables, de la surveillance et de la conformité de leur rejets au regard des prescriptions de la présente convention et de son ou ses arrêtés d'autorisation de déversement pour les eaux usées industrielles.

Des analyses de la conformité de l'effluent rejeté peuvent être réalisées à l'initiative des communes de SN ou BC. Ces analyses seront réalisées selon les normes en vigueur, à savoir un bilan de vingt-quatre heures avec mesure des paramètres dont les normes de rejets sont définies à l'annexe 2 et notamment :

- volume journalier et instantané sous forme de courbe,
- matière en suspension totale,
- demande chimique en oxygène,
- demande biologique en oxygène à 5 jours,
- azote totale, et ammoniacale,

- phosphore total,
- pH
- Mesure du taux d'hydrogène sulfuré (H₂S)

Un tableau des charges reçues sera joint aux analyses.

Si les résultats de ces analyses montraient que les valeurs limites définies en annexe 2 étaient dépassées fréquemment, SN ou BC pourront proposer un avenant à la présente convention si la capacité des ouvrages d'assainissement (réseaux et station d'épuration) le nécessite et le permet.

En cas d'urgence, ou lorsque les rejets sont de nature à constituer un danger immédiat, après constat et information faite aux communes déversantes. et aux autorités de contrôle compétentes, SN et BC. pourront prendre les dispositions les plus appropriées pour assurer la sécurité et la salubrité publique.

Article 5.- Conditions financières

Article 5.1.- Modalités de calcul des redevances annuelles de déversement

Le transport par les communes de **SN** et **BC** vers les installations du SABRE des effluents des communes de V et SN donnera lieu au versement de redevances de transfert des effluents acquittées par les communes déversantes.

Ces redevances, sont au nombre de 2 :

R_{sn} due par la commune de V à la commune de SN pour l'utilisation de son réseau de transport,

R_{bc} due par les communes de V et SN à la commune de BC pour l'utilisation de son réseau de transport,

La participation proportionnelle financière annuelle des communes déversantes sera déterminée par l'assiette des consommations d'eau potable des abonnés raccordés ou raccordables à l'assainissement concerné de chacune des communes déversantes.

Ces volumes sont déclarés et justifiés par ces dernières. Elles adresseront, en conséquence, les états récapitulatifs aux communes recevantes, des consommations annuelles par abonné au plus tard le 31 juin de l'année N+ 1 pour l'année N.

Article 5.1.1.- Redevance Rsn

Cette redevance sera acquittée par la commune de V au profit de la commune de SN, elle est composée de deux termes s'additionnant :

- Une part fixe d'accès au réseau R1sn
- Une part proportionnelle R2sn

Part fixe R1sn :

Elle représente la contrepartie de l'accès au réseau et est calculée sur la base du cout annuel des interventions de mesure et contrôle des effluents.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et jusqu'au 30 juin de la première année :

La part fixe R1_{0sn} est fixée à un montant annuel de **deux cent cinquante** (250) euros.

Part proportionnelle R2sn :

Elle représente la contrepartie des investissements réalisés sur réseau établi sur la base de leur durée théorique d'amortissement, du coût de la maintenance, ainsi que du coût du suivi administratif et technique, répartis, par équivalent habitants concernés, sur la base de coûts réels identifiés et justifiables par la commune de SN.

Le terme R2sn est déterminé à partir de l'assiette des consommations d'eau potable des abonnés raccordés ou raccordables à l'assainissement concerné de la commune de V. déclarés et justifiés par cette dernière conformément aux termes de la présente convention.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et jusqu'au 30 juin de la première année la part proportionnelle R2_{0sn} est fixée à **10,5** cents euros par m³ d'eau potable consommée.

Les critères de détermination de la part proportionnelle de la redevance figurent en annexe 3.1

Article 5.1.2.- Redevance Rbc

Cette redevance sera acquittée par les communes de V et SN au profit de la commune de BC, elle est composée de deux termes s'additionnant :

- Une part fixe d'accès au réseau R1bc
- Une part proportionnelle R2bc

Part fixe R1bc :

Elle représente la contrepartie de l'accès au réseau et est calculée sur la base du cout annuel des interventions de mesure et contrôle des effluents.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et jusqu'au 30 juin de la première année :

La part fixe R1_{0bc} est fixée à un montant annuel de **deux cent cinquante** (250) euros. Chacune des deux communes déversantes sera redevable d'1/2 R1bc.

Part proportionnelle R2bc :

Elle représente la contrepartie des investissements réalisés sur réseau établi sur la base de leur durée théorique d'amortissement, du coût de la maintenance, ainsi que du coût du suivi administratif et technique, répartis, par équivalent habitants concernés, sur la base de coûts réels identifiés et justifiables par la commune de BC.

Le terme R2bc est déterminé à partir de l'assiette des consommations d'eau potable des abonnés raccordés ou raccordables à l'assainissement concerné des communes de V ET SN déclarés et justifiés par ces dernières conformément aux termes de la présente convention.

A compter de l'entrée en vigueur de la présente convention et jusqu'au 30 juin de la première année la part proportionnelle R2_{0bc} est fixée à **6,9** cents euros par m³ d'eau potable consommée. Les critères de détermination de la part proportionnelle de la redevance figurent en annexe 3.2

Article 5.2.- Révision

Les parts R1_{sn}, R2_{sn} et R1_b, R2_{bc} pourront être révisées en raison des modifications intervenues en application des dispositions ci-dessous.

Les parties conviennent d'indexer au 1^{er} janvier chacune de ces parts par application des formules suivantes :

$$R1_{sn} = R1_{0sn} \times k$$

$$R2_{sn} = R2_{0sn} \times k$$

$$R1_{bc} = R1_{0bc} \times k$$

$$R2_{bc} = R2_{0bc} \times k$$

Le coefficient k est défini de la façon suivante :

$$k = 0,10 + 0,90 \frac{Tp10A_n}{Tp10A_0}$$

- L'indice TP10A est l'indice « Canalisations, égouts, assainissement & adduction d'eau avec fournitures de tuyaux » - base 100 en janvier 2010, indice publié au BOCC ou à défaut au supplément des travaux publics.
- La valeur du paramètre d'indice A_0 est la dernière valeur connue soit celle de juillet 2017 : 106,4.
- La valeur du paramètre $TP10A_n$ à prendre en compte pour le calcul de la redevance applicable pour l'année d'actualisation n est la dernière valeur connue avant le 1^{er} juillet de l'année d'actualisation.
- Dans le cas où le paramètre TP10A entrant dans la formule ci-dessus viendrait à ne plus être publié, les parties signataires auraient à se mettre d'accord par un simple échange de lettres, sur le paramètre de substitution et sur son coefficient de raccordement avec l'ancien paramètre.

Article 5.3.- Modalités de paiement

Les communes de SN et BC assureront la facturation et le recouvrement des rémunérations prévues à l'Article 5.1.- dans les conditions suivantes :

Les communes déversantes se libèreront sur la base d'une facturation annuelle des sommes dues en exécution de la présente convention en faisant porter le montant des factures établies au crédit du compte ouvert au nom des communes de SN et BC.

Le paiement sera accompagné d'un récapitulatif détaillant le calcul de la redevance.

Article 6.- Avenant

Toute modification aux conditions générales décrites dans la présente convention, fera l'objet d'un examen conjoint et d'un accord multilatéral finalisé par un avenant à la présente convention.

En outre, les modifications suivantes pourront conduire, sur demande des communes de SN et de B.C, sur simple constat, à une révision des conditions financières fixées à l' Article 5.- de la présente convention et de manière plus générale, à la conclusion d'un avenant technique et financier à la présente, dans la limite des installations de collecte et de traitement.

- Tout constat du dépassement d'un taux de tolérance (annuel) sur les écarts constatés entre les volumes d'assiette des participations financières, et les volumes comptabilisés par les équipements de mesure (débitmètres) en place. Ce taux de tolérance est fixé à 130 % (il représente le ratio d'eaux parasites produit par la commune déversante),
- Toute modification dans la nature des effluents et/ou le volume rejeté par les communes déversantes,
- Toute modification des textes réglementaires fixant les niveaux de rejet et les concentrations en métaux actuellement applicables.

Article 7.- Responsabilité – Assurance et continuité du service public

La responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages et la responsabilité civile résultant de l'exploitation des ouvrages incombent à chacune des parties à la présente convention, en sa qualité de propriétaire ou de gestionnaire.

Les communes de SN et de BC. assureront la continuité du service de collecte et de transport, via leur réseau de collecte, des eaux usées aux ouvrages du SABRE, depuis les points de raccordement, en particulier en ce qui concerne le curage et le débouchage des canalisations, le bon fonctionnement des appareils électriques, électroniques et hydrauliques.

Chaque commune déversante ne pourra être tenue pour responsable d'un défaut quelconque sur le réseau de transport ou sur la station, sauf s'il est prouvé que ce défaut provient d'une pollution ou d'un bouchage issu d'elle-même ou d'un défaut d'entretien de ses propres canalisations.

Chaque commune déversante sera responsable des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement provoqués, directement ou indirectement, par les substances qu'elle a introduites dans les réseaux des communes réceptrice.

Article 8.- Résiliation de la convention

La présente Convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- par la Commune, en cas d'inexécution par la Collectivité déversante de l'une quelconque de ses obligations, 30 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu de la part de la Collectivité déversante qu'à des solutions jugées insuffisantes,

- par la Collectivité déversante, dans un délai de 30 jours après notification au service de l'eau, dans les cas suivants : cessation d'activité sur le site ou mise en service d'une installation d'épuration privée disposant de sa propre autorisation préfectorale de rejet de ses eaux au milieu naturel.

La résiliation autorise les communes de SN et BC à procéder ou à faire procéder à la fermeture des points de déversement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précisées à la présente convention.

Article 9.- contentieux

Toute difficulté ou litige dans l'application de cette convention sera réglé à l'amiable par discussion honnête et raisonnable. En cas de mésentente persistante, la juridiction compétente sera le Tribunal Administratif de NIMES.

Article 10.- Dispositions diverses

Toutes les sommes qui ne seraient pas perçues par la commune de BC. aux échéances prévues à la présente convention portent intérêt au taux légal.

AR PREFECTURE

030-213000284-20171216-123_2017-DE
Regu le 29/12/2017

FAIT EN TROIS (3) EXEMPLAIRES ORIGINAUX

Pour la Commune de Vénéjan

Le _____

Le maire

Bruno TUFFERY

Pour la Commune Saint Nazaire

Le _____

Le maire

Gérald MISSOUR

Pour la Commune de Bagnols-sur-Cèze

Le _____

Le maire

Jean-Yves Chapelet

1. Annexe 1 : Plan de localisation des points d'interface V / SN / BC et Sabre

2. Annexe 2 : Caractéristiques et charges des rejets

3. Annexe 3 : Annexes financières
